

GENÈVE INTERNATIONALE

ÉDITO

Cyberattaques : quel impact humain et sociétal ?

Interconnectivité et globalisation ont été incontestablement facilités par l'avènement du numérique. Avec comme revers de médaille les cyberattaques, le risque croissant de désinformation et les manipulations politiques. Cette évolution de notre société, comporte donc le risque majeur d'affaiblir les trois piliers centraux de l'action menée par les Nations Unies : la paix et la sécurité, les droits humains et le développement durable.

Les cyberattaques, par leur fréquence et la diversité des cibles qu'elles visent, touchent toujours plus d'aspects de nos vies quotidiennes. Cette menace est non seulement utilisée à des fins d'influences géopolitiques, mais également comme une arme, faisant du cyberspace un nouveau champ de bataille, ce que la guerre en Ukraine tend malheureusement à confirmer. L'évolution technologique complexifie les enjeux mondiaux et rend nécessaire un renforcement de la coopération internationale.

Dans ce contexte, le rôle de la Genève internationale est sans conteste majeur pour renforcer l'ouverture et la sécurité d'un cyberspace centré sur l'humain. Dans la stratégie de politique extérieure du Conseil fédéral, la numérisation figure désormais comme priorité au même titre que la paix et la sécurité, la prospérité, et la durabilité. La Suisse poursuit ainsi l'objectif d'un cyberspace ouvert, sécurisé, fondé sur le droit international et centré sur la protection des populations.

Avec cette quatrième édition du Bulletin de notre Intergroupe, nous souhaitons souligner l'urgence de cette problématique et mettre en lumière l'expertise transversale qu'offre la Genève internationale afin de trouver des solutions aux répercussions de ces technologies sur les aspects sociaux, politiques, culturels et économiques de notre société. Nous vous souhaitons une agréable lecture.

Les co-présidents de l'Intergroupe parlementaire « Genève Internationale »

Andreas Aebi – Damian Müller – Elisabeth Schneider-Schneiter – Carlo Sommaruga



INTERVIEW

Une prise de conscience étatique nécessaire face aux menaces de cyberattaques



Stéphane Duguin
Directeur exécutif du
[CyberPeace Institute](#)

Quel rôle joue la Genève internationale sur les questions de cybersécurité ?

En matière de gouvernance numérique, plus de la moitié des discussions internationales se déroulent à Genève. Durant cette dernière décennie, de nombreuses initiatives numériques, portées par des acteurs de la société civile et des organisations intergouvernementales y ont également vu le jour. Le *Geneva Digital Atlas* de la *DiploFoundation* offre par ailleurs une cartographie complète de ces acteurs de la politique numérique et de la gouvernance de l'internet. La vocation humaniste de Genève lui confère une position unique pour apporter à ce défi majeur, une réponse centrée sur l'humain, pour encourager des échanges multipartites et devenir l'incubateur d'approches nouvelles et humanistes visant à sécuriser le cyberspace. Cela ne peut être possible que grâce à la présence d'un réseau dynamique d'acteurs locaux et internationaux, publics, privés et académiques.

Quel est l'impact des cyberattaques sur le travail des ONG à Genève ?

Les cyberattaques ne respectent aucune frontière : chaque organisation ou organisme peut en être la cible. L'attaque récente contre le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en est la preuve. Elle a compromis un demi-million de données confidentielles de personnes extrêmement vulnérables dans le monde. En 2021, une autre attaque contre l'Union Internationale Contre le Cancer a eu pour effet de mettre à mal les efforts investis dans la lutte contre le cancer. Les ONG sont de plus en plus victimes de cyberattaques dévastatrices qui perturbent leurs opérations et mettent en danger des personnes déjà vulnérables.

Comment prévenir les cyberattaques et renforcer les infrastructures ?

Une collaboration multisectorielle est nécessaire pour faire face à cette problématique croissante. A titre d'exemple, une nouvelle initiative a vu le jour à Genève, la *Geneva Digital Project* pour lequel le *CyberPeace Institute* joue un rôle de premier plan, aux côtés d'autres acteurs du secteur public et privé, ainsi que de représentants académiques et de la société civile. Ce projet vise à promouvoir la création d'une infrastructure numérique sûre au service du secteur humanitaire.

Nous cherchons aussi à acquérir une meilleure connaissance des modes opératoires des cyberattaques et de leur impact sociétal. En documentant ces attaques, nous pouvons proposer l'élaboration de politiques adéquates et des mesures de renforcement des capacités de défense pour y répondre. Une prise de conscience rapide des États sur l'impact humain et sociétal que constitue cette menace, est nécessaire pour y donner une réponse proportionnée. ■

↗ **50%** des cyberattaques en Suisse en 2021

Plus de **21'700** cyberincidents signalés en 2021

86% des ONG sans plan stratégique en matière de cybersécurité à Genève

Accueillant **430** ONG, Genève doit être particulièrement vigilante à cette problématique

HUMANITAIRE

Le travail 2.0 des ONG

La violente campagne de désinformation dont fait l'objet le CICR dans le contexte de la guerre en Ukraine, illustre le potentiel de nuisance de la menace cyber, tant pour le fonctionnement de l'organisation que pour la sécurité de ses travailleurs sur le terrain.

Face à ces nouvelles réalités, les acteurs humanitaires sont contraints d'appréhender les risques associés aux technologies. Différentes organisations peuvent seconder les organisations internationales dans leurs efforts à cet égard, telle par exemple la [fondation ICT for Peace](#). D'autres, dont la [DiploFoundation](#), la [Geneva Internet Platform](#) et le [Centre pour le dialogue humanitaire](#), ont établi un consortium multipartite et pluridisciplinaire, le [CyberMediation Network](#), afin de renforcer la médiation digitale. Le programme d'action [CyberPeace Angels](#), récemment lancé par la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève et le [CyberPeace Institute](#), vise quant à lui à encourager le secteur privé à offrir un soutien opérationnel gratuit aux cibles et aux victimes.

Les cyberattaques ébranlent également la confiance dans le numérique et compromettent l'impact du travail des acteurs humanitaires. La confiance dans le processus est par ailleurs indispensable aux opérations de sécurisation des données humanitaires. Dans le contexte actuel, il devient donc très difficile de mobiliser une infrastructure IT qui soit jugée neutre et digne de confiance par toutes les parties prenantes. Au-delà des débats nationaux sur la souveraineté numérique, la Suisse par ses institutions, sa neutralité et sa réputation, a une opportunité à saisir en mettant à disposition une infrastructure de confiance pour les données des ONG de la Genève internationale. ■

SANTÉ GLOBALE

Une numérisation à marche forcée

La pandémie de COVID-19 a confirmé notre dépendance croissante à l'égard des technologies numériques. Nos sociétés ont dû apporter une réponse médicale à une crise sans précédent tout en faisant face à des campagnes de désinformation, de cybercriminalité, et de cyber-espionnage.



Afin de combler le manque d'information sur ces attaques et leur impact sociétal, la plateforme [Cyber Incident Tracer #HEALTH](#) a été mise en place par le [CyberPeace Institute](#). Plusieurs gouvernements s'inspirent de ces analyses pour planifier leurs interventions et améliorer leurs réponses politiques.

La Genève internationale accueille plusieurs autres plateformes qui travaillent sur de nouveaux outils numériques pour rendre les soins de santé plus accessibles et plus démocratiques, tout en portant une attention particulière à la sécurisation des données. [I-DAIR, International Digital Health and AI Research Collaborative](#), en est un exemple. Cet organisme œuvre à la mise en place d'une plateforme internationale et interdisciplinaire de diplomatie scientifique sur l'intelligence artificielle pour la santé. ■

FINANCE

Le secteur privé peut-il renforcer la confiance numérique ?

En ce qui concerne le cyberspace, la Suisse peut également jouer un rôle de médiation en réunissant des représentants de tous les acteurs, comme elle le fait avec le [Geneva Dialogue on Responsible Behaviour in Cyberspace](#) ou avec d'autres initiatives. L'objectif est de clarifier les responsabilités du monde des affaires, promouvoir un comportement responsable et développer de nouveaux modèles de gouvernance.



La [Swiss Digital Initiative](#) vise quant à elle à encourager les entreprises du monde entier à adopter des règles d'éthique pour renforcer la confiance numérique.

Cette fondation multipartite basée à Genève vient de lancer le premier label de responsabilité numérique au monde, le [Digital Trust](#). Reposant sur 35 critères couvrant la sécurité, la protection des données, la fiabilité et une interaction équitable, ce label permettrait à la fois aux utilisateurs d'identifier les services auxquels ils peuvent se fier et d'offrir aux entreprises un moyen de renforcer la confiance dans leurs solutions numériques. La [Swiss Digital Initiative](#) vient de publier son premier « [livre blanc](#) » sur le sujet afin de proposer un cadre de confiance numérique plus large dans lequel s'inscrit ce nouveau label. ■

PISTES DE LECTURE



AGENDA

- [Forum 2022 du Sommet mondial sur la société de l'information](#) : 30 mai au 3 juin 2022
- [Deuxième Session du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létales autonomes](#) : 25 au 29 juillet 2022
- [Deuxième Geneva Science and Diplomacy Anticipation Summit](#) : 12 au 14 octobre 2022
- [Geneva Peace Week](#) : 31 octobre au 4 novembre 2022